

ON EN PARLE

Les agents du centre des Finances publiques bloquent l'accès aux déclarants de revenus

Plusieurs dizaines de personnes souhaitant demander un renseignement pour remplir leur déclaration de revenus ont dû rebrousser chemin. Hier, le centre des Finances publiques de la rue Guynemer était fermé au public. L'intersyndicale en avait cadenassé les grilles. Elle voulait alerter l'opinion sur la dégradation du service public. En choisissant un jour de marché au cœur d'une période où le centre béthunois accueille entre cinq cents et six cents contribuables par jour.

« En faire toujours plus avec toujours moins d'effectif, ce n'est pas possible », résumait Jacques Régnier, le porte-parole de FO, qui avec René Quidet (CGT) et Wilfrid Glavieux (Solidaires), annonçait à un cadre que, rendez-vous ou pas, tout le monde serait logé à la même enseigne : aucun contribuable ne serait reçu ce lundi. En revanche, les fonctionnaires non-grévistes ont pu accéder à leur bureau sur un site où lors du dernier mouvement national, le 20 mars, on avait dénombré 60 % de



En cette période, le centre accueille entre cinq cents et six cents contribuables par jour.

grévistes. Cette fois, moins d'un agent sur dix avait cessé le travail mais en fin de matinée, les fonctionnaires sortant pour la pause de midi ont rejoint le piquet de grève de l'intersyndicale et il y a eu un effet de foule dans la rue Guynemer.

« Sauvegarde du service public »

lisait-on sur la banderole déployée sur la grille d'un centre où travaillent cent soixante-dix agents depuis que l'on y a transféré les recettes municipales de Béthune-ville et de Béthune-Banlieue un temps regroupées avec la recette des finances dans la rue Édouard-Herriot. « Il y a actuelle-

ment cinquante sites des Finances dans le département. Si on ne fait rien, il n'en restera plus qu'une vingtaine d'ici cinq ans », prévoit un syndicaliste en évoquant les 189 postes supprimés depuis 2009 dans le Pas-de-Calais, où les Finances publiques comptent environ 1 800 agents. La trésorerie

de Beuvry, se dit-il, pourrait rapidement faire les frais d'une compression d'effectifs qui, souligne René Quidet, est la cause de l'allongement des files d'attente dans le hall. Ce qui provoque des tensions. « À Amiens, on a mis dans la salle d'attente un vigile avec un maître-chien », se révolte un porte-parole de l'intersyndicale. « Autrefois, on prenait notre temps. Maintenant on n'a plus le temps d'écouter les gens », soupire un de ses collègues.

Une manifestation de ce type s'était déroulée le 17 avril à Arras. L'intersyndicale en envisage d'autres pendant la campagne de déclaration d'impôt sur le revenu pour exprimer son ras-le-bol devant la dégradation des conditions de travail. Et pour alerter les citoyens que « les politiques d'austérité subies depuis plusieurs années pénalisent lourdement les usagers, notamment les plus défavorisés, et accroissent les inégalités, la précarisation et la pauvreté. » Un mot d'ordre national est lancé pour le 15 mai. ■ CH. L.